

GÉOPOLITIQUE

Alexandre Adler: «Concentrer le tir sur Ahmadinejad, pas sur l'Iran»

Les déclarations du président iranien appelant à «rayer Israël de la carte» sont à placer dans le cadre d'une lutte de pouvoir que se livrent factions extrémistes et modérées à Téhéran.

Alexandre Adler est un observateur averti de l'actualité internationale. Ancien éditorialiste à *Libération*, au *Monde*, à *L'Express* et au *Point*, cet historien aux connaissances encyclopédiques tient aujourd'hui une chronique hebdomadaire au *Figaro* qui fait autorité.

De passage à Bruxelles samedi dernier dans le cadre du colloque sur Raymond Aron, organisé par le [Centre Jean Gol](#), Alexandre Adler a commenté pour *L'Echo* l'évolution inquiétante du dossier nucléaire iranien, mais aussi la candidature turque à l'Europe, la relance du couple franco-allemand ou encore le rôle de Tony Blair sur la scène européenne.

Comment faut-il envisager la position prise aujourd'hui par l'Iran à la suite des déclarations de son président Ahmadinejad appelant à la destruction d'Israël?

Ahmadinejad nous tend un piège qui a pour finalité profonde un tournant de la politique intérieure iranienne par le biais d'une offensive tous azimuts contre la communauté internationale.

Pour l'instant, il faut donner ses chances à d'autres forces en Iran de régler par leurs propres moyens le problème Ahmadinejad. Mais, en même temps, il ne faut à aucun moment répondre par la passivité et la lâcheté à ses propos. Il faut se concerter avec les forces en Iran qui sont en désaccord avec lui pour pouvoir combiner la fermeté et l'ouverture: la fermeté vis-à-vis de l'homme et de ce qu'il représente et l'ouverture vis-à-vis du pays et de ce qu'il représente.

Si demain Rafsandjani et ses amis reprennent les commandes, on cherchera un compromis qui sauve la face de tout le monde et qui débouchera à terme, c'est-à-dire après quelques années de stabilisation et de vérifications effectives, sur la détention par l'Iran de l'arme nucléaire. Je le dis d'autant plus fortement que je ne suis pas un responsable politique: il n'est pas possible - et même peu souhaitable - d'empêcher éternellement l'Iran de disposer de l'arme nucléaire qui existe par ailleurs au Pakistan, en Inde et en Israël. Mais pas n'importe quel Iran. Si c'est l'Iran d'Ahmadinejad, c'est la guerre.

Cela veut-il dire que les dés ne sont pas encore jetés?

Ahmadinejad n'est pas au pouvoir. Il est simplement président de la république. L'Etat iranien fonctionne selon un système de double commande entre le pouvoir théocratique conservateur du guide de la révolution, l'ayatollah Khamenei, et le pouvoir laïque issu du suffrage universel, celui du président de la république. Depuis 1997 et l'élection surprise du réformateur Khatami, la balance penchait du côté du guide qui exerçait un «screening» systématique sur les projets issus du gouvernement. Khatami et la jeunesse libérale se sont ainsi retrouvés sur la touche et Rafsandjani est devenu depuis trois ans le véritable responsable de la politique étrangère du pays. L'élection d'Ahmadinejad le place dans un cadre institutionnel où il n'est pas le responsable ultime de la politique étrangère. Pour l'heure, il n'est d'ailleurs responsable ultime de rien du tout.

C'est dans ce contexte qui ne lui est pas favorable qu'il est passé à l'offensive. Bien que ce soit un allumé et un fanatique, il est hors de question que ses récents propos soient dus à la seule aberration idéologique. Il a calculé ce qu'il disait dans un but politique bien précis, à savoir émanciper la présidence de la république du pouvoir du guide.

Paradoxalement, il aura fallu attendre l'arrivée de cet ultra-conservateur néo-nazi pour qu'un président élu se risque à faire ce que Khatami n'a jamais osé: le renversement du pouvoir théocratique.

Dans la suite de son discours, Ahmadinejad appelle l'Iran à «rompre avec tous les Etats musulmans qui ont reconnu Israël». Comment interpréter cette déclaration?

C'est une phrase capitale. La rupture de l'Iran avec les pays musulmans ayant reconnu Israël n'a jamais été complète, même sous Khomeini. Sous Rafsandjani, toutes les ex-républiques musulmanes soviétiques ont été reconnues par l'Iran, alors que ces républiques avaient déjà reconnu Israël. L'Iran a, dans la foulée, rouvert ses ambassades en Jordanie et en Egypte. Le roi Abdallah de Jordanie, qui dialogue en permanence avec l'Etat hébreu, a été reçu en grande pompe à Téhéran fin 2003.

Quand Ahmadinejad s'en prend à cette politique, il attaque directement ses prédécesseurs et d'abord Rafsandjani. Il ne s'agit donc pas d'une position conservatrice, qui ne ferait que répéter la doctrine antérieure, mais d'une position réactionnaire où l'on cherche à faire revenir la politique étrangère à son point de départ. Dans le contexte de la négociation nucléaire, c'est l'équivalent de frotter une allumette dans une chambre remplie de gaz. Malgré toute la tolérance que nous avons, il y a un moment où les pourparlers nucléaires devront s'interrompre et la crise commencera. C'est ce que veut Ahmadinejad.

Qui est au juste Ahmadinejad?

C'est un assassin qui a multiplié les actes terroristes à de nombreuses reprises par le passé. Il est le porte-parole des Pasdaran, les «gardiens de la révolution», une milice créée en grande partie pour circonvenir l'armée. Les Pasdaran disposent de richesses très importantes, localisées dans des fondations. Leurs ambitions sont étroitement protectionnistes. Ils ont dévasté l'année dernière le nouvel aéroport de Téhéran qui avait été construit par des entreprises turques, préférant l'ancien aéroport où ils ont le monopole de la contrebande de la drogue et de l'alcool. Ce sont des groupes gangstérisés dans lesquels l'idéologie islamiste dure s'accompagne volontiers de passe-droits et de détournements de fonds.

Lors des élections présidentielles en juin dernier, les Pasdaran ont poussé Ahmadinejad sur le devant de la scène contre l'avis du guide Khamenei, dont le candidat était l'ancien chef de la police Khalibaf. C'est sur les votes Khalibaf que la fraude a été la plus importante, faisant d'Ahmadinejad le candidat unique des conservateurs au second tour. Sachant que les laïques ne voteraient pas Rafsandjani, l'affaire était dans le sac et ce d'autant que les Pasdaran bourraient les urnes en province autant qu'ils le voulaient. Nous avons eu, à l'occasion de cette élection présidentielle, un coup d'Etat à froid des Pasdaran.

Que doit faire la communauté internationale à présent?

Il faut tout faire pour rendre la vie impossible à Ahmadinejad, essayer de l'inculper devant un tribunal international, lui interdire tout déplacement en dehors de l'Iran, le désigner comme un terroriste international. Dans le même temps, il faut envoyer des signaux clairs à Téhéran comme quoi ce n'est pas l'ensemble du régime qui est visé. A ce moment là, la position d'Ahmadinejad deviendra intenable.

Ahmadinejad s'arrangera dans un premier temps pour formuler des propositions inacceptables et la crise s'ouvrira. Si par la suite Rafsandjani parvient à conserver son influence, nous pourrions alors faire des propositions acceptables. Je n'exclus cependant pas tout à fait que, face à l'offensive d'Ahmadinejad, Rafsandjani et ses amis pratiquent une politique de la terre brûlée, à savoir le laisser s'avancer jusqu'à ce qu'il ait totalement coincé l'Iran. Les Iraniens sont des gens très compliqués et très tactiques.

Sur le terrain, une opération préventive comme celle d'Osirak en 1981 (destruction du site nucléaire irakien par un raid israélien audacieux, NdIR.) demeure-t-elle une option praticable politiquement et militairement?

L'éparpillement des sites pose des problèmes insurmontables. Il faudrait non pas un raid mais une campagne aérienne, ce qui supprimerait tout effet de surprise. Américains et Israéliens continuent de bluffer sur ce point en cherchant à développer des bombes pouvant percer des dalles de béton très épaisses. Tout ceci n'est à mon sens qu'une vue de l'esprit. L'Iran ne peut être battu par la force alors que le gros de l'armée américaine est occupé en Irak. L'Iran agressé sur son territoire stopperait immédiatement sa politique de soutien aux chiites modérés en Irak emmenés par l'ayatollah Sistani, laissant la porte ouverte à l'allié d'Ahmadinejad en Irak, Moqtada Sadr. Le jeu n'en vaut pas la chandelle.

Pour les Israéliens, qui s'efforcent tous les jours de donner un peu de crédibilité à Abou Mazen et de repartir dans les négociations, rien ne serait pire qu'un bombardement de l'Iran, qui riposterait par le biais du Hezbollah à partir du Liban. Rappelons que le Jihad islamique, qui est téléguidé par les services spéciaux iraniens, a commis son dernier attentat en Israël à Hadera le jour même du discours d'Ahmadinejad sur la destruction d'Israël. Il n'y a donc pas de sanction militaire immédiate possible contre l'Iran. Il faut continuer à palabrer en serrant les dents.

Vous placez le récent attentat de Delhi dans le même contexte?

Je me pose en effet des questions sur les auteurs de cet attentat. Delhi est le partenaire le plus important de Téhéran en dehors de l'Occident, résultat de l'hostilité commune à l'égard du Pakistan. Pour Ahmadinejad, l'Inde représente un symbole important quand on sait qu'il s'agit d'un partenaire privilégié d'Israël. C'est un secret de polichinelle que les Israéliens ont beaucoup contribué au développement du programme balistique et nucléaire indien. L'Inde vient, contre toute attente et poussée par Israël, de voter pour la montée au Conseil de sécurité du dossier nucléaire iranien. On assiste donc à une offensive de grand style qui vise, partout, à créer un climat de déstabilisation.

Temporiser n'est pas une question de lâcheté. Il faut mon sens retenir le feu jusqu'à ce qu'Ahmadinejad soit personnellement à portée de tir. C'est alors qu'il faudra concentrer le tir sur sa personne.